2015-08-14 『共生主義宣言』の日本バージョン出版へ向けて

MH-253- économie conviviale-2017

**Marc HUMBERT**

**De l’économie conviviale**

Résumé

Le monde entier est gouverné par l’économie. Chacun est sommé de se lancer dans une course sans fin après les performances économiques les meilleures qui épuisent la terre. Chacun est sommé de prendre part à cette compétition de tous contre tous par les puissances politiques et économiques qui mènent entre elles une véritable guerre économique mondiale.

Au lieu de servir l’humanité, l’économie a réduit les peuples en esclavage, jusqu’au fin fond de la planète. Ses succès sont la source de l’aggravation formidable des inégalités et, par suite, de la montée des violences.

Pourtant, partout dans le monde, des voix indignées s’élèvent : nous voulons vivre autrement, en nous respectant les uns les autres et en préservant la nature pour les générations futures.

Dans cet autre monde que les peuples indignés tentent de construire, l’économie retrouvera la place qu’elle n’aurait pas dû quitter, au service de tous. Pour y parvenir des changements radicaux sont nécessaires dans l’organisation des sociétés. Ils doivent faire en sorte que les activités destinées à satisfaire les besoins permettent d’assurer une vie bonne pour tous. C’est-à-dire que l’outil de l’économie doit être maîtrisé pour contribuer au bien commun. Nos sociétés, notre humanité seront alors conviviales.

Pour comprendre leur fonctionnement il faut élaborer une économie politique convivialiste. Ce texte s’efforcer d’en présenter une ébauche.

**Introduction**

Dans les sociétés dites avancées, une part croissante des populations se dit insatisfaite d’une vie toujours plus largement soumise à des impératifs techniques et économiques. Y-a-il moyen de penser une organisation des sociétés libérée de cette soumission, est-il possible de vivre ensemble selon d’autres impératifs, d’autres principes ? C’est cela que propose le Manifeste convivialiste. Nos sociétés, nous tous, nous sommes perpétuellement enjoints d’atteindre la plus grande efficacité technique[[1]](#footnote-1), de sans cesse innover, sous peine d’être laissés de côté. Nous devons être compétitifs et apporter de la valeur sur les marchés, être rentables, sous peine d’exclusion, sous peine de devenir des inutiles[[2]](#footnote-2). Les élites qui nous gouvernent, cherchent, à tout problème que rencontrent nos sociétés, une solution par le recours à un progrès technique ou à un progrès de profitabilité économique. La norme de tout comportement se fait en référence à ce que dicte la théorie du fonctionnement compétitif sur des marchés libres. Le résultat espéré est celui de la croissance économique, perpétuelle, qui est aussi le moyen par lequel passerait la solution à tous les problèmes.

Nous vivons ainsi dans un monde où les sociétés modèles sont pilotées par des individus qui sont principalement des techniciens économistes et qui cherchent à faire de tout un chacun des techniciens économistes. Max Weber – un économiste[[3]](#footnote-3) allemand- donne une définition de qui sont ces personnes. Ce sont, écrit-il[[4]](#footnote-4), « des spécialistes dans vision et des voluptueux sans cœur ». Dit autrement, nous sommes sous la coupe de techniciens aveugles – lancés dans une course incessante au progrès technique, pour aller où ? - et d’accumulateurs affranchis de tout souci éthique ou moral – plus de profitabilité et plus de croissance pour qui, pour quoi ?

Le convivialisme permet de penser une alternative à cette domination des techniciens et des économistes et au mode de vie qu’ils imposent. Ce mode de vie tient à l’aveuglement et à l’absence de cœur des oligarques qui nous pilotent. Ils délitent le lien social, ils secondarisent l’importance des relations humaines et ils dégradent l’environnement. Bref les techniciens économistes triomphants transforment nos sociétés en entités artificielles. Ils nous entraînent dans un mode de vie mortifère pour notre humanité présente et à venir.

Je vais développer ici successivement les points suivants :

Section I : Rendre nos sociétés plus humaines

Section II : Sortir de la domination de l’économie et de la technique

Section III : Ré-organiser la vie quotidienne sur d’autres bases

Section IV : Inverser la tendance à la marchandisation de toute activité

Section V : Limiter la taille des organisations

SECTION I : **Rendre nos sociétés plus humaines**

Le convivialisme est d’abord un humanisme. C’est-à-dire qu’il prend en charge le projet de rendre nos sociétés plus humaines. C’est-à-dire encore qu’il cherche à faire en sorte qu’elles progressent en humanité sur cette planète qui nous accueille. C’est nécessaire de s’en soucier car « L’humanité n’est pas héréditaire[[5]](#footnote-5) ». Elle se construit jour après jour. Cette construction est de notre responsabilité, individuelle et collective, nous le peuple de la terre. Arrivés tardivement sur cette planète, nous y sommes devenus des humains, il y a cent mille ans tout au plus. Il a fallu auparavant des millions d’années, pour qu’issue de plusieurs espèces d’hominidés, la nôtre pour le moins, donne un sens à notre présence collective, à notre vie sur ce territoire[[6]](#footnote-6). Sur un territoire changeant avec les saisons, un territoire habité et bruissant de chants et de cris de la Nature en tous ses états. Les humains s’y sont reconnus mutuellement[[7]](#footnote-7) comme membres d’un même peuple. Peuple de vivants, vivant ensemble, pratiquant des cultes, invoquant les ancêtres, honorant les disparus, préparant la vie des générations futures qu’ils font naître et qu’ils forment. Vivants reconnaissants des dons de la terre nourricière et respectueux des forces invisibles de la Nature.

Mais, depuis les Lumières et plus encore depuis la supposée manifestation concrète de la supériorité de la raison par la révolution industrielle, tout a changé. Dans les pays initiateurs, puis dans de plus en plus de pays, les sociétés ont élevé au pinacle le culte du progrès technique et de l’accumulation matérielle. Cela a donné force aux techniciens et aux économistes et à leur discours qui a pris une place grandissante. Depuis lors ce discours s’étend et asservit peu à peu toute l’humanité aux techniques et à l’économie au lieu de les mettre à son service. C’est une méga-machine qui écrase, détruit l’humanité, en conséquence de son aveuglement et de son insensibilité.

Toutefois, la majorité du peuple de la terre continue de constituer vaille que vaille une humanité silencieuse, majoritaire certainement, qui résiste comme elle peut. Elle se reconnait à 84% dans l’une des grandes religions[[8]](#footnote-8). Elles permettent chacune, pour l’essentiel, de relier. C’est le sens étymologique de religion venant du latin *religare*. Elles relient les membres d’une même communauté, pas toujours sans dissensions dramatiques en leur sein, et les unes vis-à-vis des autres. Toutes gardent à distance, plus ou moins marquée et plus ou moins respectée par leurs fidèles, les injonctions des techniciens et des économistes. En outre au sein de cette humanité silencieuse, se perpétue une dynamique de bâtisseurs d’humanité. Malgré la force du rouleau compresseur de la méga-machine technico-économisme, ils lancent des actions pour que notre humanité aille de l’avant. On peut repérer trois grandes catégories d’actions menées par ces personnes, ces groupes. Ils contribuent à poursuivre l’œuvre humaniste, parfois en contestation de certaines pratiques conseillées par des religions. Ce sont des luttes d’émancipation, des expérimentations anticipatrices et des dissidences intellectuelles.

(i) **des luttes d’émancipations**

Des personnes, des groupes s’organisent pour des mobilisations combattives, pour creuser dans le monde dominé des interstices où mener des expérimentations, pour essayer de faire reculer la méga-machine technico-économique sur tel ou tel terrain. Il s’agit donc de luttes d’émancipations qui affranchissent au moins partiellement de l’asservissement. Le ressort de ces actions s’appuie sur l’indignation – Stéphane Hessel a popularisé l’expression[[9]](#footnote-9)- qui pousse à la rébellion, à la dissidence. Ils rencontrent parfois la répression ici et de par le monde. Ce sont des mobilisations concrètes populaires sur le terrain, nationales, internationales avec de grandes manifestations publiques. Elles visent l’émancipation sociale des individus et des groupes, ainsi que la défense de l’environnement et de la santé. Elles mènent des luttes, pour la paix, pour le droit des femmes, pour les migrants, pour le droit au logement, contre les grands projets inutiles, contre la spéculation financière etc.

(ii) **des expérimentations anticipatrices**.

Je reprends ici un terme « expérimentations anticipatrices[[10]](#footnote-10) » que l’on doit à Patrick Viveret. Il désigne par là des projets localisés territorialement ou dans un compartiment de la vie individuelle ou/et collective parfois reliés à un échelon plus large dans des réseaux, pas nécessairement dans des structures très formelles. Elles sont de toutes sortes. Ce sont des crèches parentales, des monnaies locales, des groupes de réflexion, des groupes de solidarité internationale, des associations de co-voiturage etc. Malgré le contexte difficile de la domination technique et économique, ces expérimentations montrent comment il est possible de s’organiser. Au moins dans les champs qui sont les leurs, selon d’autres impératifs, d’autres règles que celle du contexte dominant. Elles témoignent de la pertinence des principes du convivialisme. Concrètement cela fonctionne comme une protection au moins partielle, une forme d’oasis, pour un groupe plus ou moins nombreux de personnes ; ces expérimentations s’installent dans des interstices que ses metteurs en œuvre ont repérés –ou creusés par des luttes d’émancipation- dans un le monde réel. Mais celui-ci n’en reste pas moins encore dominé par la technique et l’économie, continuant à produire ses effets délétères.

(iii) **des** **dissidences intellectuelles**

Il y a aussi de nombreuses mobilisations intellectuelles qui se démarquent de la pensée unique et tentent de remettre en cause le quasi-monopole qu’elle exerce via l’oligarchie économique, politique et les médias. Certaines mettent en valeur les expérimentations anticipatrices que la pensée dominante juge souvent inutiles[[11]](#footnote-11) ; d’autres critiquent les analyses orthodoxes dans leur cohérence logique et leur opposent des manières différentes d’analyser le monde qui nous entoure[[12]](#footnote-12) ; d’autres encore soulignent les dégradations économiques sociales et environnementales que produit la méga-machine technico-économique[[13]](#footnote-13) ; d’autres enfin appuient tels ou tels types de luttes d’émancipations[[14]](#footnote-14).

Et puis il y a le projet convivialiste fondé sur une conceptualisation radicalement dissidente. Il s’inscrit de manière explicite dans la perspective de se remettre tous ensemble au chantier de la construction d’un monde plus humain. Il faut souligner en premier que cette démarche intellectuelle est transdisciplinaire. Ceci, au regard de son aspect conceptualisation, est une forme forte de dissidence vis-à-vis de la sacro-sainte « spécialisation » académique. Et notons en second, qu’elle s’articule avec le monde militant, expérimentateur et émancipateur, ce qui est une autre dissidence : conceptualiser non pas dans une tour d’ivoire mais en délibération avec la société civile. C’est dire qu’elle exige de nouer une alliance avec tous les bâtisseurs d’humanité déjà en action. Tous ceux qui, ensemble, toutes catégories confondues, sont les ferments du changement, ferments, c’est vrai, qui pour beaucoup œuvrent déjà depuis longtemps. Ilsdonnent vie à ce désir largement partagé de continuer à construire l’humanité**.**

Face à la puissance du techno-économisme, l’alliance de tous les humanistes est nécessaire pour affirmer collectivement le sens précis de leur opposition à la méga-machine techno-économique et en reprendre le contrôle. Et il est indispensable qu’un autre grand récit de notre humanité soit entendu et soutenu par le plus grand nombre. Ce récit doit nous permette de prendre conscience non seulement de notre assujettissement, mais aussi de ce que sont les constituants à éliminer de cette méga-machine et de ce qu’il faut substituer à celle-ci pour reprendre la construction de sociétés plus humaines. C’est-à-dire pour organiser autrement notre vie ensemble.

L’identification et l’affirmation collective de cette volonté d’humanité c’est ce qu’offre le Manifeste convivialiste**.** C’est une conceptualisation dissidente radicale, issue d’un regroupement très large de personnes tant d’un point de vue de leur diversité académique et intellectuelle que de leurs liens avec les autres catégories de bâtisseurs d’humanité. Elle a été en effet initiée par un nombre significatif de scientifiques et d’essayistes également engagés dans des actions de résistance et de luttes face au techno-économisme. Ils ont été rapidement rejoints par de nombreux autres et il faut que cette alliance continue de s’élargir pour espérer sauver l’humanité des périls.

SECTION II : Sortir de la domination de l’économie et de la technique

Sous l’impact de la méga-machine technico-économique nos sociétés sont devenues des économies. Cette méga-machine transforme en effet tout, peu à peu, même les travailleurs, en marchandises, et nos sociétés tendent à se réduire à de simples organismes de gouvernance des marchandises. L’ambition est que, tout au contraire, nos sociétés organisent les hommes pour le vivre ensemble, pour une vie bonne, pour tous. En un mot cette ambition est de faire naître des sociétés conviviales.

La nécessité d’un décentrage avait déjà été soulignée dans le passé, par exemple par Emmanuel Mounier qui écrivait en 1949 : « Le primat de l’économique est un désordre historique dont il faut sortir[[15]](#footnote-15) ». C’est dire qu’une conceptualisation dissidente radicale ne peut s’inscrire dans le plan de l’économique, elle doit en sortir, c’est à dire s’inscrire dans un autre horizon[[16]](#footnote-16), dans une autre vision. Ceci signifie en première approche qu’il faut en finir avec l’économie[[17]](#footnote-17). Lors du colloque de Rennes, Alain Caillé rejoignait le point de vue exprimé par Serge Latouche, avec une formule lapidaire : « là où l’économie prime, la société déprime[[18]](#footnote-18)».

Sortir d’une vision qui a pour horizon principal l’économique, c’est un changement historique. C’est certes quitter une situation que l’on peut considérer comme un désordre du point de vue de la construction de l’humain. Mais c’est en même temps une rupture considérable, car il s’agit, ni plus ni moins, d’abandonner le contrat social qui fonde actuellement nos sociétés. Et, par suite, chercher à les refonder sur un autre contrat social, à définir.

Le contrat social, constitué par l’accord qui assure actuellement le maintien ensemble des membres de nos sociétés, est résumé dans une promesse : *celle de la poursuite de* *la croissance monétaire, dans une économie de libre marché, qui profitera, peu à peu, à chacun des compétiteurs, à raison de leurs performances*. Des sociétés conviviales seront fondées sur une tout autre promesse, sur un autre type de contrat social. Les membres d’une telle société sont unis par la promesse d’*une vie bonne, dans une société conviviale, que la coopération active de chacun doit contribuer à construire*. Ces deux formules synthétisent en peu de mots de nombreuses différences qu’il faut préciser.

Il y a une différence fondamentale entre une société constituée comme une économie de libre marché et une société conviviale. Dans la première la croyance générale que l’on veut faire partager à tous, et qui sert de guide à l’oligarchie des élites politiques, intellectuelles et économiques, est la suivante. Tout irait mieux si on suivait en toutes choses les indications du marché ou celles qu’il donnerait s’il avait déjà été introduit en toutes choses. Dans ce cadre, « le politique » disparaît car il n’y a que des questions techniques de gestion. Les ministres n’ont guère besoin d’être des élus, il leur suffit d’être de bons gestionnaires de marchés concrets ou de marchés fictifs. On tend à remplacer le gouvernement des personnes par la gouvernance des marchandises.

Tout au contraire, une société conviviale est une communauté politique[[19]](#footnote-19) constituée par ceux qui s’accordent sur ce qu’est pour eux une vie bonne, ensemble, dans l’immense univers. Ce qu’ils attendent c’est que soit permis à chacun d’accéder à cette vie bonne et celle-ci commence avec la qualité des relations personnelles que chacun peut nouer avec les autres. On ne saurait laisser le soin aux marchés d’organiser ces relations ainsi que celles avec la nature. La coordination est du ressort du politique. Une société conviviale organise des relations sans discriminations d’aucune sorte, des relations de reconnaissance mutuelle. Elle organise un vivre ensemble qui permet à chacun d’éviter de subir dépendances et exploitations. Une société conviviale a le souci des générations futures ainsi que de la préservation de l’environnement.

Le vivre ensemble dans des sociétés conviviales signifie vivre en interdépendance, une interdépendance qui n’est pas médiatisée par un marché anonyme. Ce vivre ensemble sur cette planète est alors un bien commun dont chacun doit se soucier. Il lui faut s’en soucier, personnellement et collectivement, en participant au maintien de sa qualité. Il est l’objet de l’organisation politique de la société qui doit trouver et faire fonctionner des formes démocratiques d’interaction. Quelques expériences anciennes et récentes, de démocratie participative, de forums citoyens, donnent une idée de ce qui est envisageable. Il faut accepter que l’harmonie d’ensemble ne soit pas spontanée. La possibilité donnée à chacun d’exprimer ses potentiels peut faire naître des conflits, des oppositions. Des procédures sont à mettre en place pour maîtriser ces oppositions, pour en faire des interdépendances créatrices qui servent la qualité du vivre ensemble, le bien commun.

La société comme communauté politique vise à organiser les interdépendances pour que chacun accède à une vie bonne. Nous ne vivons pas seulement d’amour et d’eau fraîche, aussi la cueillette ne suffit pas à nous maintenir en vie. Par suite toute société conviviale doit engager des activités de production et de répartition, qui sont en substance des activités économiques pour répondre à des besoins. Bref, sortir du primat de l’économique, n’est pas en finir avec l’économie, car « pour en sortir, il ne suffit pas d’entraîner les hommes, il faut contraindre les choses : on ne guérira l’économique que par l’économique » écrivait Emmanuel Mounier (*Ibid.*).

SECTION III : Ré-organiser la vie quotidienne sur d’autres bases

La société conviviale accorde le primat à la qualité des relations nouées entre les personnes et avec la nature. Cette qualité s’apprécie, au-delà de caractéristiques objectives d’aménité et d’empathie mutuelles, par les émotions qui peuvent être partagées et qui nous donnent des sentiments de bonheur et de dépassement de soi. Ce sont ces sentiments qui constituent dans son acception la plus large, une culture commune.

C’est dans ce contexte que s’organise la vie quotidienne pour une société conviviale.

Jacques Ellul[[20]](#footnote-20) à qui on demandait en 1947 de traiter de la question suivante « L’économie maîtresse ou servante de l’homme ? » soulignait que dans le monde tel qu’il était, la question était déjà dépassée : l’homme n’était plus en face de l’économie, mais il avait déjà été englobé par l’économie[[21]](#footnote-21). L’enjeu convivialiste est donc de restaurer l’autonomie de l’humanité par rapport à l’économie, de l’en arracher. La domination du technique et de l’économique est la manifestation d’un drame anthropologique qui, nous dit Illich, pour que l’homme s’en sorte, l’oblige « à choisir entre des outils conviviaux et l’écrasement par la méga-machine, entre la croissance indéfinie et l’acceptation de bornes multidimensionnelles. La seule réponse possible consiste à reconnaître sa profondeur et à accepter le seul principe de solution qui s’offre : établir par accord politique, une autolimitation[[22]](#footnote-22). »

La société conviviale est une communauté politique qui s’accorde sur les modalités de la vie bonne. Elle ne peut tolérer que tout un chacun se comporte comme un « voluptueux sans cœur ». Bref dans une société conviviale on ne peut laisser s’exercer ni la démesure individuelle ni la démesure collective. La démesure individuelle à proscrire est celle de la poursuite insatiable du toujours plus, de l’accumulation matérielle ou des pouvoirs qui sont antinomiques d’une démarche conviviale. Une société conviviale ne peut non plus chercher collectivement à réaliser une croissance ou une puissance sans limites[[23]](#footnote-23), qui présente, entre autres défauts, celui de s’accomplir au détriment des autres sociétés et sans le souci des générations futures et de la Nature. Comme il y a encore dans nos sociétés un tabou de l’inceste, il faut y restaurer un tabou de la démesure[[24]](#footnote-24).

La démesure technico-économique est responsable de la destruction désormais accélérée de l’environnement dont notre humanité tire son existence sur cette planète. L’exploitation éhontée des ressources doit cesser. Les ressources fossiles doivent rester dans le sous-sol. Les dispositifs industriels et les pratiques agricoles doivent être l’objet d’une remise en cause complète. L’usage de l’eau et de l’ensemble des ressources doivent être considérées avec toute l’attention que mérite l’ensemble des biens communs de l’humanité. Chaque société conviviale contribue pour sa part à restaurer un environnement de qualité. La réussite exige que toutes les communautés humaines s’engagent sur ce chemin qui les feront muer en sociétés conviviales. Le tabou de la démesure doit régner sur toute l’humanité.

Mettre un tabou à la démesure, c’est dans le même mouvement cesser d’être obnubilé par la mesure, car la raison d’être de la mesure est le plus souvent portée par la volonté de faire le nécessaire pour dépasser le niveau que l’on vient juste de mesurer sur un instrument. La vie, tout comme la valeur intrinsèque de toute chose, échappe à tout instrument de mesure. Quand on aime, dit l’adage populaire, on ne compte pas. Ne pas laisser s’instaurer l’obsession de la mesure quantitative et monétarisée c’est refuser le primat de l’économique et du PNB -ou de tout autre indicateur quantifié[[25]](#footnote-25)- comme guide ultime de la société et des individus. Rompre avec cela c’est rompre avec l’appréciation quantitative, technique, de ce qui fait la vie.

Face à une quantité de biens de toutes sortes dont dispose une personne qui veut en faire l’addition, sa comparaison à celle dont dispose une autre personne, exige de savoir, par exemple, ce qui suit : que vaut une miche de pain détenue par l’une en termes de pots de lait détenus par l’autre ? La rationalité cartésienne à la recherche d’une solution technique qui paraisse « juste », en termes d’égalité entre des acteurs sans pouvoir l’un sur l’autre, ramène au marché « libre » entre compétiteurs. Et pour le mettre en œuvre de façon simple, la solution opérationnelle est d’employer un équivaloir universel, qu’on appelle la monnaie. S’opposer au règne de la démesure, c’est en finir avec l’obsession de la mesure et c’est disqualifier la qualité supposée égalitaire (et qui serait juste pour cette raison) de la répartition confiée à un marché libre monétarisé.

Refuser le recours incessant aux mesures quantitatives et monétarisées, c’est sauvegarder la valeur intrinsèque de la vie et des relations humaines qui sont notre seule richesse. C’est, dit autrement, s’opposer à la captation et à l’enveloppement des sociétés par l’économie. Cette captation passe par la promesse faite à chacun d’une amélioration de ses conditions de vie matérielle. Cela passerait par la croissance -sans fin- mesurée par les prix de marché et par l’extension progressive de la marchandisation à toutes les activités de la société. Ce serait la récompense pour tous ceux qui sauraient se montrer des compétiteurs toujours plus « productifs ».

Dans un monde où la production est matérielle - nourriture, habillement, logement, obtenus par l’activité individuelle maniant des ressources matérielles combinées, terres, plantes, animaux, minerais, outils-, l’efficacité productive a un sens clair : il faut permettre que tous puissent maintenir leur vie biologique et mener une vie sociale. Les aménagements qui amélioreraient la qualité de l’une et de l’autre, peuvent être jugés désirables par la société et être mis en œuvre. Toutefois, les changements à faire ne peuvent être décidés mécaniquement selon le résultat d’une lutte entre des compétiteurs poursuivant leur avantage personnel. Bref, il ne peut être question de se lancer de manière systématique et aveugle dans la course au progrès technique et à la productivité qui engendrent la démesure. Il faut museler le productivisme.

Les activités quotidiennes sont là pour créer les conditions d’une vie bonne pour tous et ces activités y contribuent bien au-delà de la réalisation d’une production exclusivement matérielle. Même dans le monde et la logique actuels, quand on parle de la croissance du PNB, il s’agit de moins en moins de croissance matérielle : celle-ci ne compte plus que pour 50% du PNB chinois, elle est inférieure à 25% pour les pays européens ! Et cette part diminue, c’est-à-dire que la décroissance matérielle – aux prix du marché- a commencé depuis pas mal de temps et se poursuit.

Les activités quotidiennes sont là pour répondre à nos besoins individuels et collectifs. De quoi avons-nous besoin ? De soins et de soigner, d’être informés et de faire savoir, d’apprendre et d’enseigner, d’être conseillés et de conseiller, d’aider et d’être aidés, de donner et de recevoir, de rencontrer, de dialoguer, de jouer, de danser, de nous montrer et de regarder, de nous faire entendre et d’écouter…La qualité de notre société, de la vie bonne pour tous, est ce qui résulte de l’efficacité sociale de la manière dont ces activités quotidiennes se déroulent. L’essentiel de chacune de ces activités, même si elles gardent une petite composante matérielle, tient à son contenu relationnel. La logique du monde actuel pense l’efficacité en termes de productivité et sélectionne les plus productifs. Elle tend[[26]](#footnote-26) à égaliser les prix – et les salaires- à la productivité marginale, mais cette logique est mise à mal par ces services, même s’ils sont rendus à l’aide de machines[[27]](#footnote-27). Qu’est ce « que produit la médecine en termes économiques ? S’il s’agissait d’une activité purement marchande, la réponse irait de soi : la valeur produite serait entièrement reflétée par le prix des prestations » écrit Bernard Perret[[28]](#footnote-28). L’aporie de cette logique est tout autant révélée pour les services « gratuits » offerts non seulement par amitié, voisinage, partage mais aussi par exemple par les grands fournisseurs de messageries, de réseaux sociaux ou de moteurs de recherche ; tous ces services étant délivrés gratuitement, aucun d’entre eux n’est compté par le dieu PNB.

Pour de nombreuses activités, en particulier pour les services relationnels, il n’y a aucune pertinence à un calcul de productivité – qui mette en regard les moyens employés et les résultats obtenus, ce qui conduirait à une monétarisation « objective ». Cette situation est la conséquence, d’une part, de ce que l’amélioration n’est pas, bien souvent, du registre de la quantité, mais de celui de la qualité. D’autre part, et éventuellement dans d’autres cas, de ce que la satisfaction individuelle ou collective est obtenue gratuitement. Cette gratuité peut venir de la contribution d’un ami, d’un bénévole, d’un partage, (ou encore, dans une société non conviviale, de quelqu’un qui trouve à induire de là, l’opportunité de saisir ailleurs des avantages).

SECTION IV : Inverser la tendance à marchandisation de toute activité

On peut parler de défi de la dé-marchandisation, pour deux raisons au moins. Les progrès des technologies permettent à un nombre presque sans limite de personnes d’obtenir pour elles-mêmes ou/et en groupe, des satisfactions accrues d’un contenu numérisé, avec un « coût marginal » nul. La bibliothèque électronique de textes, d’images, de musiques, de vidéos, ne s’épuise pas même si nous sommes de plus en plus nombreux à en bénéficier. La mise en réseau et l’économie collaborative, des repair-café aux systèmes d’échange de service, étendent ce qui était du domaine type de l’économie familiale, à savoir le partage coopératif. C’est étendu au voisinage immédiat, potentiellement au quartier, au village voire plus loin. Au-delà des services échangés sans monnaie, les relations nouées entre les participants sont en elles-mêmes source d’un bien vivre ensemble de meilleure qualité.

Il faut évidemment aller au-delà de la dé-marchandisation déjà présente. A côté de ce que je viens d’indiquer, chacun sait que la marchandisation s’est étendue de manière incompatible avec une vie bonne. Sans parler de la privatisation des services publics non marchands, peu à peu tout peut s’acheter ce qui va à l’encontre de toute morale de vie bonne. On peut acheter le droit d’immigrer, le droit de tuer un rhinocéros, on peut acheter un enfant par mère porteuse, acheter des organes, acheter de ne pas faire la queue, acheter des amis, corrompre des adversaires, acheter le nom d’un stade de foot ou celui d’un train, une amélioration matérielle des conditions de vie dans une cellule de prison, le droit de polluer (le prix de l’émission d’une certaine quantité de CO2)…Voilà quelques exemples d’extension du marché présentés par Michael Sandel dans une liste commentée de ce qui se passe aux Etats-Unis et qui l’ont amené à écrire un ouvrage intitulé[[29]](#footnote-29) : *Ce que l’argent ne peut acheter- les limites morales aux marchés*. Pour lui la vie bonne ne peut s’accommoder de cette marchandisation sans limite et c’est bien un point de vue convivialiste.

Il faut aller au-delà de la critique de l’état présent, c’est-à-dire qu’il faut non seulement stopper le mouvement en cours mais il y a lieu de revenir sur ces excès et même sur des marchandisations plus anciennes. On ne saurait en particulier oublier la nécessité d’une réduction importante des actions publicitaires dont une grande part ne sont pas informatives mais incitatives à consommer plus. C’est une manipulation psychologique des désirs qui pousse à des achats sans liens avec un comportement raisonné de consommation. Cela mène en outre, trop souvent, à des endettements que j’évoquerai plus bas. Les dépenses de publicité sont considérables et sont la principale ressource par exemple d’une firme géante comme Google, qui se targue d’offrir des services gratuits.

Bernard Perret (*op.cit.*) a ainsi esquissé un « programme de démarchandisation ». On y trouve de nombreuses idées qui, pour être mises en œuvre, impliquent qu’il y ait un processus de validation des activités. Ce processus doit bien sûr être différent de celui qui fonctionne en mesurant la productivité concurrentielle sur les marchés.

Il suggère par exemple d’allonger la durée de vie des biens, ce qui semble essentiel et qui doit contribuer en outre à réduire le gaspillage des ressources rares. C’est à l’encontre des tendances bien générales qui poussent au renouvellement accéléré. Il propose également d’encourager l’auto-production alimentaire, l’auto-réhabilitation des logements, le bricolage et toutes les activités permettant d’accroître l’autosuffisance. On pourrait ajouter dans le même ordre d’idée, privilégier les circuits courts de commercialisation de toute production, ce qui peut réduire à la fois la marchandisation et l’empreinte écologique du déplacement. Bernard Perret pense que collectivement il serait faisable de rendre possible et bonne, une vie sans voitures individuelles. Plus largement il incite à la fourniture et la gestion collective de biens communs adaptés : infrastructures de transport, réseaux de distributions, parcs culturels etc. En liaison avec la généralisation d’un service civique pour les jeunes et avec le soutien à une activité sociale des seniors.

Comment mettre tout cela en œuvre ? Le gouvernement des choses de ce monde, c’est le gouvernement par le prix. Quand il n’y a pas de processus technique de formation du prix, la question est celle du gouvernement des hommes qui activent les choses. On se trouve alors devant le même problème que face à la quantification monétaire : ce qu’elle compte n’est pas ce qui compte pour nous et ce qui compte pour nous ne se compte pas. Il faut donc convenir ensemble du gouvernement des choses par une approche participative. Michel Renault a rapporté des expérimentations concrètes conduites en Ille et Vilaine pour définir au sein de groupes ce que bien être pour tous veut dire en pratique[[30]](#footnote-30). Elles amènent à mettre en place des démarches participatives qui préfigurent des conditions de validations d’activités à mener pour faire vivre une bonne société, une société conviviale. Il ne s’agit ni plus ni moins que de « la définition collective d’un monde commun […] voire d’un bien commun […] et des moyens de l’atteindre »[[31]](#footnote-31). Il s’agit plus largement d’une démocratie délibérative organisée pour « définir ce qui compte vraiment [et…] mettre en scène un « public », nous dit Michel Renault en citant John Dewey[[32]](#footnote-32).

Cette démarchandisation et cette position non centrale du marché, ne signifient pas qu’une société conviviale ferait disparaître toute relation de marché, sur la place du village, dans des magasins etc. Cela veut dire que dans une société conviviale aura été inversée cette tendance à tout confier au marché. S’il y subsiste une économie avec des marchés, la société est une société formée par les relations nouées entre des personnes qui ne sont pas principalement en compétition sur les marchés mais principalement en coopération dans la vie sociale.

Sur ces marchés, les monnaies locales seront aussi bien plus nombreuses qu’aujourd’hui, au niveau régional, au niveau national etc.

L’objectif des activités dans une société conviviale est de produire ce dont la société a besoin. Dans une économie libérale qui tient lieu de société, il faut travailler plus pour gagner plus ; là, ceux qui ont un souci du bien-être de tous, visent à ce que tous aient un emploi du genre 40 heures par semaine comme dans les années soixante ; et pour y parvenir ils ne voient pas d’autres options que de cibler une croissance forte.

Dans une société conviviale, tant la question des activités et de leur organisation, que celle de la répartition des biens et services réalisés, se posent différemment. D’une part, il y a une proportion plus importante d’auto-production individuelle et collaborative, c’est à dire qu’une partie des tâches à accomplir pour satisfaire les besoins ne passent pas par une activité socialisée et les producteurs sont les consommateurs. En ce qui concerne les besoins d’objets matériels non satisfaits de cette manière, ils sont à élaborer de la façon la plus judicieuse possible eu-égard aux ressources de la planète qu’il faut partager ; leur production peut être réalisée avec très peu d’heures travaillées. En ce qui concerne les services, les activités collaboratives y sont très importantes et, là encore, les activités socialisées ne représentent que peu d’heures par rapport à ce qui se passe dans une société hyper-marchandisée. Bref le concept de plein emploi du style des années 1960 en Occident est un anachronisme total dans une société conviviale. En revanche il convient de réfléchir au meilleur partage des tâches.

Organiser le partage des tâches est une responsabilité collective qui doit être prise en charge par nos communautés politiques selon des procédures de démocratie participative et délibérative. C’est à mener conjointement à la validation des activités correspondantes comme on l’a indiqué plus haut. Ce partage est une question essentielle qui s’impose déjà dans nos économies durablement ralenties comme l’indique James Galbraith : « Il s’agit de faire en sorte qu’à tout moment les catégories de la population qui travaillent – et qui ne travaillent pas- soient les « bonnes », et que tous les ménages aient des moyens d’existence adaptés à leurs besoins[[33]](#footnote-33) ».

Il faut que chacun participe à la délibération pour trouver un accord sur la manière dont les uns les autres s’activent. C’est-à-dire faire en sorte que personne ne soit oublié dans le partage des tâches mais également bien sûr dans l’accès direct et indirect à ce qui est le minimum nécessaire pour une vie bonne. Il convient de mettre en place des dispositifs adaptés aux caractéristiques toutes nouvelles de la société conviviale. Certes, quelque chose du genre revenu minimum inconditionnel dans une économie libérale, peut constituer une piste de réflexion. De la même manière il faut répartir directement à chacun les moyens de satisfaire ses besoins plutôt que restreindre ces moyens et donner accès à l’endettement. Ces dettes mettent aujourd’hui en difficulté des millions de personnes, en France comme partout.

Il y a aussi à repenser les partages de patrimoines, en prenant en compte l’idée de commun. Certains, comme James Galbraith, pensent que les systèmes d’héritage sont à revoir et beaucoup[[34]](#footnote-34) imaginent que l’extension de la gestion commune de ressources indispensables à tous doit limiter l’extension de la propriété privée portée par l’idéologie propriétaire. C’est celle-ci qui a fait breveter le vivant (décision de la Cour américaine de 1980) ce qui par exemple dépossède les agriculteurs traditionnels de leurs graines.

SECTION V : Limiter la taille des organisations

Dans une économie stationnaire coopérative, il n’y a pas de raison de faire grandir les organisations pour qu’elles aient la taille supposée nécessaire pour être performantes sur le marché mondial.

L’autolimitation et le tabou de la démesure ont évidemment à s’appliquer à la taille des organisations qui mettent en œuvre les activités socialisées qui sont nécessaires pour produire et répartir des biens et services. La montée en taille de ces organisations, entreprises privées et institutions publiques et leurs combinaisons ont eu pour logique essentielle au cours des dernières décennies, la concentration du capital et du pouvoir. Il fut un temps où des raisons de calculs techniques essayaient de déterminer quelle était la taille optimale d’une usine de fabrication de tel produit ; aujourd’hui, la stratégie est guidée par la valeur à offrir à l’actionnaire-propriétaire, par le pouvoir de marché et le pouvoir sur les concurrents. Les dirigeants sont récompensés de leur fidélité aux actionnaires-propriétaires par de très hautes rémunérations salariales et non salariales. C’est possible dans ces très grandes organisations à la gestion très peu transparente et où la fraude est souvent présente comme l’ont montré nombre d’affaires, en particulier depuis Enron (révélée en 2001). Le meilleur moyen de limiter les très hauts salaires c’est de limiter la taille des organisations, disait Illich[[35]](#footnote-35).

Notons sur un autre registre que l’évolution d’une partie de nos conditions de vie est décidée dans beaucoup de domaines par un oligopole de quelques grandes firmes mondiales qui dépensent des sommes considérables en publicité pour nous convaincre d’acheter leurs produits. C’est le cas dans les technologies numériques avec ces monopoles ou quasi-monopoles du type GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon + Microsoft) qui devraient être démantelés selon les critères libéraux de la concurrence. Et plus encore selon les critères d’une société conviviale, laquelle doit en outre envisager de transformer certains d’entre eux en services publics. Pour améliorer la situation liée à la détention privée des entreprises, Paul Jorion suggère de considérer que l’actionnaire n’est pas un propriétaire mais un contributeur d’avances, par conséquent un créancier[[36]](#footnote-36). Cela revient à reconnaître explicitement et totalement le rôle essentiel, dans le fonctionnement de ce type d’organisations, de toutes les parties prenantes et notamment les employés et à retirer le monopole des actionnaires sur le fonctionnement. Ceux-ci devraient être liés contractuellement à maintenir leurs avances pour une durée minimale au lieu d’acheter et revendre leurs « participations » au gré des plus-values espérées.

Une vingtaine de grandes banques dans le monde ont été sur le point de provoquer l’effondrement des économies néo-libérales occidentales en 2008. Mais elles ont été dites trop grandes pour qu’on les laisse tomber en faillite. Par suite elles ont été renflouées par les Etats, c’est-à-dire par les contribuables. Comme l’écrivait André Orléan[[37]](#footnote-37), « Une banque trop grande pour faire faillite devrait également être trop grande pour exister ». Dans le même registre de la réflexion, James Galbraith déjà cité, suggère[[38]](#footnote-38), concernant les Etats-Unis : « peut-être le pays vivrait-il mieux sans ses grandes banques » et il propose que les services bancaires de base destinés au grand public soient pris en charge « par une institution publique à faibles coûts, peut-être administrée par les municipalités ». Quant aux prêts aux entreprises, disons les tâches de l’investissement, il propose qu’elles soient réalisées par « les petites banques, et les banques régionales ou coopératives ».

Une société conviviale ne peut pas plus s’accommoder de la démesure de la circulation financière, des excès de la masse des produits dérivés, des paradis fiscaux, de tous les dispositifs sophistiqués, ou encore des systèmes de cotation en continu[[39]](#footnote-39). Les uns et les autres n’ont pour réel objet que d’enrichir les financiers et leurs mandants et aucunement de financer les activités que la société pense nécessaire d’organiser. Paul Jorion présente de nombreuses propositions et suggère de prohiber plus généralement les paris sur les fluctuations de prix[[40]](#footnote-40). Il y a lieu de procéder à la dé-financiarisation de l’économie pour réussir sa dé-marchandisation.

Ces quelques remarques ne font qu’ouvrir le débat sur la manière d’organiser la vie quotidienne ainsi que les organisations pour mettre en œuvre la production et la répartition au sein d’une société conviviale que nous appelons de nos vœux. J’ai présenté des réflexions qui empruntaient ici et là à divers auteurs et qui par moment étaient très générales, concernant une société conviviale type. Par d’autres moments je me référais au moins implicitement à un pays, une économie, un ensemble de pays, d’économies. La question de la taille d’une société conviviale, de ses contours et de ses limites, la question des relations entre des sociétés conviviales, y compris de leurs relations économiques constituent également des sujets de réflexion et de débats importants. De quelle manière l’humanité de bientôt 9 milliards de personnes peut-elle s’organiser au mieux sur cette planète ? De quelles tailles, de quelles formes, de quels ancrages territoriaux former la pluralité des communautés politiques ? Quels types de frontières entre les territoires investis, quelles circulations transfrontalières des personnes et des choses, quelles appartenances uniques ou multiples ?

La forme actuelle de la géo-politique des Etats-nations est d’ores et déjà questionnée par la mondialisation technique et économique et des tensions fortes s’exercent sur le modèle ancien. Il y a une tendance à l’affaiblissement du nationalisme économique au profit de l’instauration, en lieu et place d’un projet de communauté politique internationale, d’un grand marché mondial. Cette substitution n’est pas accomplie, elle est vécue de manière expérimentale en Europe comme on l’a vu lors des débats en 2005 sur le projet de constitution. Ces débats ont tourné autour de la réduction ou non du projet politique européen à celui d’instituer une libre concurrence non faussée sur un marché unique. Elle s’ouvre avec le projet euro-américain de libre échange TAFTA, équivalent du projet pacifico-américain TIPP.

Deux remarques sont à faire. En premier il faut souligner que l’esprit du convivialisme ne peut s’accommoder de la trop grande taille d’une société concrète organisant la vie quotidienne. Elle rendrait impossible les procédures de validation participative de ce qui s’y passe. En second, il est clair que la conséquence d’une taille réduite, induit nécessairement que toute société conviviale donnée ne pourra résoudre par elle seule tous les problèmes qui se posent à elles. L’autonomie relative est corollaire de la nécessité d’organiser la coopération avec les autres sociétés, prioritairement la coopération et non pas la compétition. De manière liée, il est aussi clair que des questions se posent directement à un échelon territorial étendu, et certaines mènent jusqu’à l’échelon planétaire comme celle de la préservation de l’environnement déjà évoquée.

**En guise de conclusion**

Sans pouvoir conclure ce qui n’est que l’ébauche de ce que pourrait être l’économie politique au sein d’une société conviviale, on peut néanmoins faire quelques remarques. Notons en premier que la priorité à la coopération entre les communautés humaines signifie que les divergences doivent faire l’objet de négociations et que l’on s’interdit de vouloir éradiquer une autre communauté : le recours à la guerre est exclu, les sociétés conviviales sont des sociétés pacifiques.

En second il faut ajouter qu’en conséquence de l’ensemble de ce qui a été écrit précédemment, l’instauration d’une société conviviale dans un seul pays pose d’énormes difficultés. Elle est une opération du type insertion d’une expérimentation limitée dans les interstices du monde actuel, telle que décrite dans la première section. Cela pose corrélativement la question de l’universalisme ou plutôt du pluri-versalisme de ce modèle de société. Peut-on trouver, dans l’ensemble des communautés humaines de cette planète, une majorité silencieuse qui favorise un type d’organisation de la vie quotidienne, du type société conviviale comme je viens de la décrire ? Type qui aurait cependant des caractéristiques précises ou générales spécifiques, en liaison avec l’histoire propre de chaque communauté humaine ?

1. Florence Jany-Catrice, *La performance totale : nouvel esprit du capitalisme ?* Presses de Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2012. [↑](#footnote-ref-1)
2. Pierre-Noël Giraud *L’homme inutile – du bon usage de l’économie,* Odile Jacob, Paris, 2015. [↑](#footnote-ref-2)
3. Selon le Larousse encyclopédique Max Weber est un « Économiste, sociologue et philosophe allemand (Erfurt 1864-Munich 1920) ». L’emploi de cette citation n’implique évidemment ni adhésion, ni rejet des différentes positions méthodologiques et politiques de Weber. [↑](#footnote-ref-3)
4. Max Weber, *L’éthique protestante et l’esprit du capitalisme*, 1905. [↑](#footnote-ref-4)
5. Citation de Marie Balmary (Marie Balmary, *Abel ou la traversée de l’Eden*, Grasset, Paris, 1999) que Jean-Claude Guillebaud met en exergue à l’un de ses ouvrages (Jean Claude Guillebaud *Le principe d’humanité,* Le Seuil, Paris, 2001). [↑](#footnote-ref-5)
6. Ils ne pouvaient ni penser, ni voir, la terre comme un globe en mouvement. Ils avaient une terre à parcourir, avec vallées, fleuves et rivières, forêts et montagnes, mer et ciel, soleil, lune et étoiles, animaux de tout poil... [↑](#footnote-ref-6)
7. Voir l’ouvrage de Satish Kumar (*YOU ARE, THEREFORE I AM, A Declaration of Dependence*, Green Books, Totnes, 2002) *Tu es donc je suis – une déclaration de dépendance,* Belfond, Paris, 2015 ,2nde édition. [↑](#footnote-ref-7)
8. Selon Pew Forum on religion & Public life, un centre de recherche indépendant basé aux États-Unis, 84 % de la population mondiale se déclarent membres de l’une des religions suivantes : bouddhisme, christianisme, hindouisme, islam, judaïsme. Dans les 16 % restant, une partie est attachée à un ou plusieurs principes spirituels comme la croyance en un dieu (Source : <http://www.pewforum.org/2012/12/18/global-religious-landscape-exec/> dernière visite le 9/12/15). [↑](#footnote-ref-8)
9. Stéphane Hessel *Indignez-vous !,* Indigène éditions, Montpellier, 2010. [↑](#footnote-ref-9)
10. Patrick Viveret emploie cette expression par exemple, page 38, dans le chapitre intitulé « Stratégies de transition vers le bien-vivre face aux démesures dominantes » qu’il signe dans l’ouvrage publié par Alain Caillé, Marc Humbert, Serge Latouche, *de la convivialité- dialogues sur la société conviviale à venir,* La découverte, Paris, 2011. [↑](#footnote-ref-10)
11. C’est en particulier ce à quoi s’attachent les démarches dans le domaine des sciences sociales et qui sont dénommées : *Economie sociale et Economie sociale et solidaire*. [↑](#footnote-ref-11)
12. C’est ce que font un très grand nombre de courants hétérodoxes en économie et une partie des courants de sociologie, ou encore des constructions de nouvelles épistémologies comme la mésologie (Augustin Berque) ou la pensée complexe (Edgar Morin). [↑](#footnote-ref-12)
13. Ce sont en particulier tous les courants de l’écologie. [↑](#footnote-ref-13)
14. Souvent d’inspiration au moins partiellement marxiste, on y trouve par exemple, les études dites postcoloniales, les études et la théorie du genre, les théories de la décroissance, etc. [↑](#footnote-ref-14)
15. Emmanuel Mounier *Le Personnalisme,* Que sais-je ?PUF, Paris, 1949. [↑](#footnote-ref-15)
16. C’est ce que n’ont pas fait, en général, les conceptualisations dissidentes évoquées précédemment et ce qui les confronte à une aporie « l’hétérodoxie ne peut espérer […] combattre [l’orthodoxie] sans dessiner un autre horizon […], c’est ce dont nous manquons le plus. » écrit Pascal Combemale p. 67 in « L’hétérodoxie encore : continuer le combat, mais lequel ? », *Revue du Mauss,* n° 30, 2nd semestre 2007, *Vers une autre science économique (et donc un autre monde) ?* [↑](#footnote-ref-16)
17. C’est l’objet de l’ouvrage récent de Serge Latouche et Anselm Jappe *Pour en finir avec l’économie- Décroissance et critique de la valeur*, Editions libre et solidaire, Paris, 2015, avec une argumentation un peu différente de celle présentée quelques années plus tôt par Jean-Pierre Dupuy dans *L’avenir de l’économie,* Flammarion, Paris, 2012 (notamment la troisième partie intitulée « l’économie de la fin et la fin de l’économie »). [↑](#footnote-ref-17)
18. J’ajoutais : « et la nature aussi. » [↑](#footnote-ref-18)
19. C’est aussi depuis Ernest Renan (et son discours de 1882 à la Sorbonne) ce qui définit la Nation, qui selon lui, n’est pas formée en premier (et entre autres) par une communauté d’intérêts. [↑](#footnote-ref-19)
20. Cette citation de Jacques Ellul datée de 1947 est reprise de Patrick Troude-Chastenet *L’économie,*  L’esprit du temps, Le Bouscat, 2005, p.5. Il donne pour source le document suivant : Cf. Cahiers Jacques-Ellul, Les années personnalistes, n°1, Association internationale Jacques Ellul, Bordeaux, 2003. [↑](#footnote-ref-20)
21. La perspective va plus loin que celle du désencastrement de l’économie analysé par Karl Polanyi (en 1944, *La grande transformation,* Gallimard, Paris, 1983*)*, selon lequel l’économie a échappé au contrôle de la société ; pour Jacques Ellul, c’est la société qui a perdu toute autonomie et qui est passée sous le contrôle de l’économie. [↑](#footnote-ref-21)
22. Ivan Illich, *La convivialité*, Le Seuil, Paris, 1973, p. 153. [↑](#footnote-ref-22)
23. La puissance sans limites de la société s’appelle totalitarisme à l’intérieur, impérialisme hégémonique à l’extérieur. [↑](#footnote-ref-23)
24. C’est le tabou nécessaire de la pléonexie (le désir d’avoir toujours plus), selon Dany Robert Dufour *Pléonexie*, Le Bord de l’eau, Paris, 2015. [↑](#footnote-ref-24)
25. Changer d’instrument en poursuivant le rêve d’un instrument idéal ne fait pas sortir de l’obsession de la mesure. [↑](#footnote-ref-25)
26. En l’absence de défaillance du marché, en raison d’asymétries ou autres effets de pouvoir… [↑](#footnote-ref-26)
27. C’est ce qui a été appelé le paradoxe de Solow après qu’il a écrit « on voit des ordinateurs partout sauf dans les statistiques de productivité » (Solow, Robert M. 1987, “We’d better watch out”, *New York Times Book Review,* 12 juillet, p.36). [↑](#footnote-ref-27)
28. Bernard Perret, *Au-delà du marché- les nouvelles voies de la démarchandisation »*, Les petits matins & Institut Veblen, Paris, 2015. [↑](#footnote-ref-28)
29. En anglais: Michael J. Sandel, *WHAT MONEY CAN’T BUY – The Moral Limits of Markets*, Farrar, Strauss and Giroux, New York, 2012. [↑](#footnote-ref-29)
30. Michel Renault (2016) « Une approche transactionnelle des démarches d’élaboration participative d’indicateurs sociétaux. La méthode du conseil de l’Europe », *Innovations,* n°49, p. 203-225. [↑](#footnote-ref-30)
31. P-M Boulanger (2004, p. 14 de « Les indicateurs de développement durable : un défi sicientifique, un enjeu démocratique » *Les séminaires de l’Iddri,* n°12, cité par M. Renault, *op.cit.*, p.207) [↑](#footnote-ref-31)
32. Michel Renault, *op.cit.,* p. 217, et John Dewey (2003), *Le Public et ses problèmes* (1927) Pau, Farrago/Edi Léo Scheer. La validation des activités se réfère de manière plus analytique à John Dewey *Theory of Valuation*, University of Chicago Press, Chicago, 1939. [↑](#footnote-ref-32)
33. James Galbraith *La grande Crise- comment en sortir autrement,* Le Seuil Paris, 2015, p. 266. [↑](#footnote-ref-33)
34. Par exemple, voir Benjamin Coriat (sous la direction de) *Le retour des communs,* Les liens qui libèrent, Paris, 2015. [↑](#footnote-ref-34)
35. Il écrivait « Il n’y a qu’une façon de liquider les dirigeants, c’est de briser la machinerie qui les rend nécessaires » (*La convivialité,* Le Seuil, Paris, 1973, p. 37. [↑](#footnote-ref-35)
36. Paul Jorion *Misère de la pensée économique,* Fayard, Paris, 2012, p. 332. [↑](#footnote-ref-36)
37. *Le Monde*, 29 mars 2010. [↑](#footnote-ref-37)
38. *Op.cit*., p. 263. [↑](#footnote-ref-38)
39. Voir sur ces questions les propositions par exemple de Paul Jorion ; il note entre autres que réévaluer 2000 fois par seconde (ou plus désormais) le cours des actions n’apporte aucun progrès pour le financement des activités et si la Bourse peut servir à trouver des financements d’activité, un fixing journalier ou même hebdomadaire serait suffisant (*op.cit.*, p. 333). [↑](#footnote-ref-39)
40. Op.cit., p. 313-314. Il note bien évidemment que cela ne résout pas la question sous-jacente qui est celle de l’extrême inégalité dans la répartition des patrimoines au sein de toutes les économies et à l’échelle planétaire. [↑](#footnote-ref-40)